

LE RESEAU MIGRANT : UNE ORGANISATION ENTRE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE ET 'ZONE DE LIBRE ECHANGE'

Swanie Potot*

Article à paraître dans *Migrations Société*, n°105-106, août-septembre 2006.

De nombreuses études ont souligné, ces dernières années, l'efficiences de la notion de réseau pour traiter des migrations internationales informelles (Fawcett, 1989 ; Massey, 1999 ; Péraldi, 2002 ; Portes, 2001 ; Tarrius, 2002 ; Waldinger, 1997). Waldinger montre notamment que c'est à travers les réseaux que les « niches » migratoires se construisent et se consolident dans les pays d'arrivée (Waldinger, 1994). Mais si le rôle de ces entités sociales est assez bien cerné dans les processus migratoires, en revanche, on a peu traité de la forme sociale de ces réseaux migrants. Une analyse fine des connexions inter-individuelles peut aider à comprendre comment des acteurs engagés dans des situations où aucune régulation institutionnelle ne garantit la stabilité des pratiques parviennent à coordonner leurs actions pour produire des modèles de comportement reproductibles tout en incitant l'innovation. En s'appuyant sur des enquêtes de terrain menées auprès de migrants roumains entre 1997 et 2002, le texte qui suit examine, au plus près, les pratiques et les liens qui constituent la trame du réseau migrant dans le but de mieux définir le type d'organisation sociale réticulaire sur lequel reposent les migrations décrites.

Pour Massey, le réseau migrant est constitué de « *l'ensemble des liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants, et les non migrants dans les espaces d'origine et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée* » (Massey, 1993 :434). Une première partie de l'étude visera à compléter cette définition en postulant que l'on ne peut mettre à l'écart de ces réseaux un vaste ensemble d'acteurs qui participent à l'économie de la migration. Au delà du rôle des employeurs, le marché noir des visas et des faux passeports, le financement des départs comme la gestion des revenus de la migration sont également des éléments fortement structurants. On montrera ainsi que le réseau migrant se constitue tout autant autour de communautés d'intérêts partagées par des acteurs migrants et non migrants.

En examinant plus avant les rouages mêmes du réseau, on traitera ensuite de la carrière des migrants au sein de ces entités sociales, en s'attachant à décrire les modes d'entrée et de sortie dans un réseau, les positions pouvant être occupées successivement ou alternativement par différents acteurs de la migration, les compétences et les formes de capital social sur lesquelles se fondent les statuts à l'intérieur du réseau. Cette immersion aura pour objectif de mettre au jour les normes et les valeurs implicites qui sont au fondement de ces organisations sociales.

L'analyse porte sur des enquêtes de terrain menées auprès de trois réseaux migrants roumains qui ont construit des parcours de circulation vers l'Europe de l'Ouest : le premier est constitué d'une population relativement jeune, entre 18 et 30 ans, urbaine, mixte (entre 20 et 30% de femmes) et dont le niveau scolaire atteint dans la majorité des cas l'université. Dans un premier temps, entre 1995 et 1999, cette population faisait des allées-venues entre la région de Nice, en France, et sa ville d'origine, Târgoviste, proche de Bucarest. Son activité principale était la vente d'un journal de rue destinée, en France, à la réinsertion sociale des plus démunis ; emploi qu'il leur était possible d'obtenir après le dépôt d'une demande d'asile –jamais attribuée– utilisée comme permis temporaire de résidence. Pourtant, au printemps 1998, les demandes d'asile émanant de ressortissants roumains se sont vues traitées en procédures d'urgence et assorties d'un rejet quasi systématique avec assignation à quitter le

* Chargée de recherche CNRS, LAMES, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence, potot@msh.univ-aix.fr.

territoire français dès la première semaine. En perdant leur droit de séjour, ils ont perdu leur possibilité de travailler et ont dès lors cherché une autre destination. Certains d'entre eux se sont orientés vers l'Italie où des personnes de leur ville d'origine étaient déjà présentes. Mais c'est surtout vers Londres qu'à partir de la fin de l'année 2000, les migrants de Nice se sont tournés. Deux personnes ont en effet découvert un moyen de se rendre en Grande Bretagne en évitant les contrôles douaniers. Cette information s'est ensuite lentement diffusée dans l'ensemble du réseau, de telle sorte qu'à la fin de l'année 2001, on estimait qu'environ 500 personnes de Târgoviste habitaient et travaillaient clandestinement dans la capitale britannique.

Les deux autres parcours étudiés ont une même région d'origine : le département de Téléorman dans la plaine du Danube. Ces migrants ont un profil moins homogène que les précédents : d'âges variés, entre 18 et 55 ans, voire plus, une majorité se compose d'anciens ouvriers en usine ou agricoles, mais l'on y rencontre également des citoyens diplômés. Deux caractéristiques distinguent pourtant les migrations au départ de cette région : d'une part le fait que, sous la dictature, des migrations temporaires de travail -sévèrement contrôlées- existaient déjà, notamment vers les pays arabes. Les départs vers l'Espagne, qui se sont développés à partir de 1991, même s'ils sont différents puisque informels et souvent clandestins, interviennent donc dans une histoire migratoire locale. D'autre part, il existe dans la région une importante communauté adventiste, bien structurée autour d'églises implantées dans de nombreux villages. Or, si la majorité des migrants de cette région trouvent à se faire embaucher momentanément dans la province agricole d'Almeria, les membres de l'église adventiste s'orientent davantage vers une banlieue madrilène, Coslada, où ils sont employés illégalement dans le bâtiment.

L'ensemble de ces parcours a été étudié au cours de quatre années d'enquêtes menées tant dans les régions d'origine en Roumanie qu'en Espagne, France et Grande-Bretagne. Ce sont ces données qui sont au fondement de l'analyse qui suit.

1. LE RESEAU TOTAL, SUPPORT D'UNE ECONOMIE DE LA MIGRATION

Dans le monde des réseaux migrants, l'économie –qui tient une place première dans le phénomène migratoire- apparaît toujours au sein de tractations informelles. S'y intéresser revient à circonscrire le *réseau total* dans lequel s'insère la migration (Katuszewski et Ogien, 1981). Cela permet de saisir dans quelle mesure un certain nombre d'acteurs sédentaires participent pleinement à la migration par leurs investissements ou par les services qu'ils vendent aux migrants. Cette perspective soulignera que, si le réseau donne lieu à certaines solidarités, il est également le support d'échanges marchands réservés à ses membres.

1.1. LE MARCHE DE LA MIGRATION EN ROUMANIE

Lorsqu'une personne prend la décision de partir travailler quelque temps à l'étranger, sa première épreuve consiste à trouver les moyens de surmonter les restrictions légales qui s'opposent à son projet. En dehors des accords ponctuels entre la Roumanie et quelques pays importateurs de main d'œuvre¹, l'immigration de travail dans l'Union Européenne est normalement fermée aux ressortissants roumains. Depuis le 1^{er} janvier 2002, l'obligation de

¹ Parmi ces accords, on peut citer les accords de « Werkertrage » avec l'Allemagne, les quotas de « guestworkers » définis chaque année par Israël, ou les contrats saisonniers récemment mis en place par l'Espagne.

visa pour circuler dans l'espace Schengen² a disparu, cependant les frontières ne se sont pas ouvertes pour autant. Les Roumains qui quittent leur pays doivent, lorsqu'ils sortent du territoire national et lorsqu'ils entrent dans l'Espace Schengen, présenter une somme de cent euros par jour de voyage prévu, avec un minimum de cinq jours ; faire la preuve d'une réservation dans un hôtel pour toute la durée du séjour ou présenter une invitation de la part d'un résident de l'Espace Schengen ; posséder une assurance médicale et avoir un passeport du nouveau modèle, avec lequel ils n'ont jamais dépassé la durée de séjour légale à l'étranger ou commis d'autres délits. De plus, à la différence du système de visa obtenu, jusqu'en 2002, auprès des ambassades étrangères, le contrôle des sorties du territoire est aujourd'hui assuré par les autorités roumaines.

Avec ou sans visa, il est certain que les restrictions imposées aux individus qui souhaitent voyager ne satisfont ni les besoins ni les moyens des migrants économiques. S'il respecte l'ensemble de ces obligations, le candidat au départ doit aujourd'hui dépenser plus de mille euros –dans un pays où le salaire moyen avoisine les 160€, somme qui n'était guère plus élevée lorsque les visas étaient obligatoires et qu'ils s'obtenaient sur le marché noir. De plus, aujourd'hui comme hier, la procédure légale n'autorise que des voyages dont la durée maximale ne dépasse pas trois mois et n'ouvrent pas droit au travail dans l'Union Européenne. Les possibilités de partir travailler temporairement à l'Ouest sans passer par le marché noir restent donc peu nombreuses. Même les contrats de travail négociés entre Etats sont finalement vendus aux salariés, en Roumanie, par les courtiers peu scrupuleux des agences de recrutement (Ellman et Laacher, 2003). Dans une telle configuration, les personnes qui projettent d'émigrer temporairement pour travailler en Europe de l'Ouest peuvent difficilement faire l'économie de s'impliquer dans des transactions plus ou moins illégales afin de rendre la migration réalisable tandis que le cadre légal la restreint. C'est pourquoi, il existe en Roumanie un véritable marché noir de l'émigration, qui s'inscrit dans le secteur plus vaste de l'économie informelle, très développée dans le pays (Duchêne et Al., 2002). Celui-ci concerne de multiples activités qui peuvent être tout à fait illégales ou simplement en marge des prescriptions étatiques. Les négociants fournissent ainsi de faux documents de voyage, ou même un vrai passeport mais en accélérant sensiblement la procédure normale. Ils peuvent également vendre, dans un même lot, un visa de travail et un voyage aller simple ; le migrant ne paye alors que la moitié du billet aller-retour imposé par les autorités. Parfois, ils pourvoient des contrats de travail légaux pour s'expatrier temporairement ou bien proposent des arrangements avec de faux employeurs à l'étranger ; d'autres fois, les intermédiaires distribuent des visas de six ou neuf mois pour l'étranger avec un droit de travail. Ces transactions peuvent également porter sur de faux passeports, notamment pour des personnes qui en sont privées ou qui souhaitent « passer » en Grande-Bretagne ou en Irlande (qui n'appartiennent pas à l'Espace Schengen), des invitations de la part d'étrangers ou de fausses réservations d'hôtel, etc.

Le marché de la migration offre ainsi un panel de services variés dont les prix fluctuent en fonction non seulement de la demande de la part des futurs migrants mais également de la conjoncture internationale. Par exemple, jusqu'à la fin de l'année 1998, les visas ou les emplois pour la France étaient particulièrement prisés puis, avec l'évolution de la législation française, les migrants se sont tournés vers d'autres destinations. L'Allemagne a

² Les accords de Schengen ont pour objet la suppression des contrôles des personnes aux frontières intérieures entre les Etats signataires et le renforcement des contrôles aux frontières extérieures. Les pays signataires, qui constituent « l'espace Schengen » sont les suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, auxquels il convient d'ajouter L'Islande et la Norvège qui ont signé un accord de coopération avec les pays mentionnés.

connu son heure de gloire à la même époque puis a également perdu de son attrait lorsque la répression s'y est faite plus sévère.

D'une manière générale, une règle simple érige une hiérarchie entre les destinations : *plus la migration est aisée –donc bon marché– plus les migrants sont nombreux, et moins les conditions de séjour sont avantageuses*. Par exemple, l'Italie est connue pour être saturée de clandestins de toutes origines mais notamment venus de l'Est. Dans la même logique, une destination a de la valeur lorsqu'elle est peu exploitée par des compatriotes. Pour qu'un pôle migratoire soit confortable, il est nécessaire en effet que les migrants roumains soient relativement peu nombreux, ou au moins que leur nombre serve à consolider leur position et non à alimenter une compétition entre eux. En ce sens, les personnes qui menacent le plus la position des migrants d'un réseau sont les Roumains appartenant à des réseaux concurrentiels qui, d'après eux, présentent les mêmes qualités et postulent aux mêmes emplois. Ainsi, l'un d'eux racontait au cours d'un entretien que le Portugal lui semblait être une destination prometteuse. Non qu'il pensait que ce pays était exempt de migrations mais selon lui la majorité d'entre elles venaient d'Afrique ou d'Amérique du Sud, tandis que les Européens y étaient peu nombreux. Une destination sera donc privilégiée, et vendue à prix d'or sur le marché de la migration, si elle n'appartient pas à des parcours concurrents. Cependant, pour qu'elle soit sûre, il est indispensable qu'elle soit déjà domestiquée par des personnes connues, faute de quoi elle présente beaucoup de risques pour un néophyte.

Dans une région donnée, les prix des destinations proposées et leurs profits sont relativement stables d'un intermédiaire –ou d'un faussaire– à l'autre et sont fortement dépendantes de l'expérience de prédécesseurs. Toutefois, il est important de souligner que ce marché n'étant régulé par aucune loi formelle, toute transaction est sujette à négociation. Il existe des prix « moyens » que peuvent obtenir des personnes relativement bien informées, mais un néophyte naïf peut être amené à payer beaucoup plus cher un départ peu assuré. C'est pourquoi il est nécessaire, lorsqu'un candidat au départ prépare son voyage, qu'il fasse intervenir ses relations afin d'assurer ses démarches. Cet aspect souligne que l'existence d'une économie en terme d'offre et de demande, ne supprime pas l'organisation réticulaire, elle prend forme en son sein.

1.2. ENTRE SOLIDARITE ET TRANSACTIONS ECONOMIQUES

Organiser un premier départ oblige le candidat à engager une somme d'argent importante, que peu d'entre eux ont à disposition. Souvent, ceux qui possèdent une voiture ou un appartement le vendent, en pariant sur l'idée que la migration leur permettra de racheter un bien équivalent lors du retour. En l'absence de capital financier, deux alternatives se présentent au futur migrant. La première consiste à s'impliquer dans de nombreuses « affaires » ; à participer à différents petits trafics, qui leur permettent, en quelques mois, voire une année, d'économiser les quelques milliers de dollars nécessaires à leur départ. Il s'agit alors de dépasser le recours classique à l'économie informelle qui consiste à satisfaire des besoins quotidiens (Duchêne et al., 2002) pour s'impliquer dans des échanges et des transactions plus fermés, et susceptibles d'enrichir rapidement leurs protagonistes. Cela implique une participation à un « milieu d'affaires informelles » structuré autour de réseaux de relations interpersonnelles au sein desquels chacun doit faire sa place. En ce sens, cette activité peut être perçue comme une phase préparatoire à la migration, dans la mesure où les migrants devront déployer les mêmes types de savoir-faire et de stratégies pour se déplacer et trouver à s'insérer, au moins économiquement, dans les sociétés occidentales.

Une autre source de financement provient d'emprunts contractés auprès de proches. L'intensité du recours à cette pratique témoigne du statut de la migration dans un environnement social donné. A Târgoviste par exemple, les emprunts sont relativement rares et, lorsqu'ils ont lieu, engagent des personnes très proches du migrant, souvent ses parents ou

des amis intimes qui cherchent à l'aider plutôt qu'à investir dans une affaire rentable. La situation observée à Dobrotesti, dans le département de Téléorman, d'où l'on migre depuis les années soixante-dix, est en revanche fort différente. Ici, subventionner le départ d'une personne est une forme de placement financier. On fait ainsi appel tant à des proches parents qu'à des personnes du village plus fortunées que la moyenne, ou à des migrants de retours, qui sont prêts à engager un certain capital, comme on finance une affaire, en vue de faire fructifier son argent. Ces prêts ne se distribuent pas uniformément dans la population candidate au départ, ils s'opèrent toujours sur la base de liens antérieurs, qui servent de support à ces transactions financières. Ainsi, même si le financement est en partie supporté par des membres de la communauté d'origine, il ne résulte pas d'un dévouement des uns pour les autres mais plutôt d'une économie locale liée à l'activité migratoire.

De la même façon, en situation migratoire, ce qui peut apparaître comme de l'entraide entre membres d'un même réseau relève souvent de la transaction marchande. En dehors des informations très générales qui sont dispensées sans contrepartie, certaines personnes, mieux informées ou ayant une position stable distribuent des services payants à leurs pairs. Etre membre d'un réseau migrant reste indispensable pour bénéficier de ces prestations, mais cela permet seulement d'avoir accès à l'échange. Il est ainsi fréquent que des migrants expérimentés vendent à des novices des savoirs relatifs à des opportunités d'embauche ou au passage de certaines frontières. Une information est d'autant plus précieuse qu'elle est connue de peu de monde. En effet, au départ, seul son « découvreur » fixe le prix de son renseignement mais, à chaque fois qu'un nouveau migrant achète l'information, il peut à son tour la vendre et ainsi, en la vulgarisant, en faire diminuer la valeur. D'autre part, il arrive que certains migrants profitent d'une occasion particulière pour proposer une prestation payante à leurs compatriotes. Par exemple, une personne propose de ramener, contre rémunération, différents colis pour les familles des migrants lors de l'un de ses retours. Ces prestations, que tout un chacun est amené à offrir ponctuellement, ne doivent pas être comprises comme des emplois ; elles participent au fonctionnement routinier du réseau à l'étranger.

Mais l'on observe également, au sein du réseau, une professionnalisation d'une petite partie des migrants. Certains se spécialisent et s'enrichissent alors, en situation migratoire, grâce au commerce qui s'établit entre les migrants, comme d'autres en Roumanie tirent leurs revenus du marché de la migration. Cela suppose qu'elles parviennent à obtenir une position privilégiée dans le réseau. Souvent, il s'agit de migrants expérimentés qui ont obtenu une régularisation de leur situation. La situation enviable dans laquelle ils se trouvent leur permet de distribuer, auprès de leurs compatriotes, une somme de services auxquels ces derniers n'ont pas accès. J'ai ainsi rencontré trois personnes qui, suite à leur régularisation en Espagne, étaient devenues transporteurs pour leurs concitoyens. Toutes les deux à trois semaines, elles se chargeaient, en échange d'un certain pourcentage, de ramener les économies et des cadeaux des travailleurs de Coslada (banlieue de Madrid) à leurs familles. Souvent, elles complétaient cette activité en transportant des migrants de retour ou des personnes qui quittaient la Roumanie. Cette activité suppose que les autres migrants aient une certaine confiance envers ces « notables » (Tarrus, 2002). C'est parce qu'ils les connaissent et que leur fiabilité a déjà été éprouvée au sein du réseau que l'on accepte de leur confier de telles missions. Les tromperies entre migrants ne sont pas rares ; en ce sens, passer par des personnes dont la respectabilité ne fait pas de doute, permet d'assurer la transaction. De leur côté, ces convoyeurs ont tout intérêt à respecter leurs engagements s'ils veulent voir prospérer leur affaire.

A l'extrême, certains migrants expérimentés ou qui possèdent des moyens particuliers peuvent établir des relations de dépendance avec leurs compatriotes migrants. Les jumeaux M. tirent ainsi profit de la vulnérabilité de leurs pairs : installés dans la région de Madrid en

1991, ils ont rapidement obtenu une carte de séjour. Ils connaissent bien la région et peuvent négocier avec des nationaux l'obtention de logements, d'emplois sur des chantiers, de papiers, etc. De plus, ils possèdent un certain capital financier –probablement acquis au cours de la migration. A Coslada, ils sont connus de tous les migrants et proposent d'aider les nouveaux venus contre rémunération. Les novices qui s'adressent à eux n'ayant souvent pas les moyens de payer le service dont ils ont besoin, les frères leur proposent de travailler dans leur entreprise de sous-traitance en maçonnerie pour rembourser leurs dettes. Le salaire proposé est alors inférieur d'un tiers à ce que leurs pairs gagnent en tant que travailleurs clandestins dans les entreprises espagnoles. Mais la plupart des nouveaux venus qui ne bénéficient pas d'un soutien important lors de leur arrivée travaillent pour ces entrepreneurs. Ce n'est qu'après avoir vécu quelques temps sur place qu'ils s'aperçoivent que ces derniers les exploitent mais ils sont tenus par l'obligation de rembourser leurs dettes avant de pouvoir se défaire de leurs « tuteurs ». Il est manifeste que ces deux frères profitent de l'inexpérience de leurs compatriotes pour en tirer avantage ; pourtant cette « aide » est un bien précieux pour les membres du réseau. Ce sont notamment les prêts que concèdent les jumeaux à tout nouvel arrivant à Coslada qui font dire, dans leur région de départ, que les Adventistes s'entraident beaucoup entre eux dans la migration. Leur geste n'est nullement altruiste, il procède d'un calcul marchand. Cependant, ces prêts peuvent effectivement secourir des migrants isolés dans la mesure où aucune autre institution ne les dispense. De plus, ce soutien n'est distribué qu'aux personnes qui ont été introduites auprès des frères, donc qui appartiennent à ce large réseau de relations.

La position des frères M. illustre bien la diversité des acteurs impliqués dans un réseau migrant : bien qu'eux-mêmes ne soient plus migrants dans la mesure où ils sont durablement installés en Espagne, ils conservent un rôle essentiel dans le maintien et le développement du réseau entre Coslada et Téléorman. De la même façon, en Roumanie, d'autres acteurs gèrent l'argent de la migration, et sont en cela impliqués dans le processus migratoire sans voyager eux-mêmes.

En effet, un autre aspect que doit gérer le migrant est de confier les gains de sa migration à une personne sûre avant son retour en Roumanie dans la mesure où il ne peut conserver des sommes importantes durant ces multiples mouvements à l'étranger. Différentes configurations apparaissent alors. Lorsqu'un migrant est marié, le projet migratoire est en général défini à deux. Dans ce cas, il est fréquent que la personne restée au pays –l'homme ou la femme- gère l'argent de la migration. Il s'agit véritablement d'une gestion dans la mesure où l'argent est dépensé par le conjoint sur place. Souvent, une partie est utilisée pour les besoins de la vie quotidienne et permet à la famille du migrant de vivre plus confortablement. Mais l'essentiel des économies est investi dans un projet, comme la construction ou la rénovation d'une habitation. Le migrant lui-même est tenu informé de l'état d'avancement des travaux et intervient éventuellement, par téléphone, dans les décisions à prendre. Mais la responsabilité de l'investissement revient habituellement à la personne restée en Roumanie. Cette situation de gestion du capital durant l'absence du migrant est usuelle dans les couples séparés par la migration tandis qu'elle est exceptionnelle dans les autres cas.

Lorsque le migrant est célibataire, il arrive souvent que la garde du butin –à distinguer de la gestion puisque ici la totalité de l'argent est censée être conservée- soit confiée à la mère ou aux frères de celui-ci. A ce moment là, le migrant est supposé être le seul gérant de son argent ; même si la famille peut en profiter, c'est lui qui autorise ses proches à utiliser certaines sommes pour leurs propres besoins. En revanche, l'investissement dans un projet ne débutera généralement pas avant le retour du migrant. Ce mode d'épargne ne pose habituellement aucun problème lorsque l'argent est confié aux parents. Mais, lorsque d'autres personnes sont impliquées, il est fréquent que le migrant ait des surprises lors de son retour. Il

arrive que des migrants soient spoliés par le frère ou le cousin chargé de conserver leurs gains. Parfois, ceux-ci puisent directement dans ces fonds pour leurs propres dépenses, mais plus souvent ils tentent, sans succès, de faire fructifier cet argent en l'investissant dans une affaire en attendant le retour du migrant. Ce n'est que lors de son retour que celui-ci apprend que sa « fortune » a été dilapidée sans recours possible.

Ces quelques observations soulignent l'importance de la qualité des soutiens que le migrant peut escompter, au delà même de ses pairs migrants. Ces relais sédentaires interviennent auprès des migrants sur des bases relationnelles et soutiennent, par une implication qui peut prendre différentes formes, la circulation migratoire. C'est pourquoi il semble indispensable d'inclure ces acteurs dans l'analyse du phénomène migratoire et de considérer qu'ils appartiennent pleinement au réseau migrant. Mais, on s'aperçoit également ici que si les *liens interpersonnels* dont parle Massey sont essentiels, leur rôle ne se limite pas à créer une solidarité ; ils sont aussi le support de transactions marchandes qui lient les individus migrants et non migrants autour d'intérêts communs.

2. STRUCTURE RETICULAIRE ET ADHESION

Observer, à présent, le réseau migrant « de l'intérieur » permettra de saisir comment, à partir de l'expérience migratoire, se créent des mondes sociaux réticulaires qui s'organisent de façon informelle à travers des relations sociales en constante évolution.

2.1. MOBILISER UN CAPITAL SOCIAL LATENT

Pour comprendre comment se constituent les réseaux migrants, il importe tout d'abord d'observer, en Roumanie même, la façon dont s'organisent les préparatifs de la migration. A ce stade, les candidats au départ n'appartiennent pas encore à un réseau d'entraide spécifique à la migration. Ils possèdent souvent des parents ou amis plus ou moins proches qui sont à même de les aider dans leur démarche, mais ces relations ne sont pas encore transformées en *capital social*. Il convient de décrire comment cette opération de captation des ressources apparaît avant même le premier départ et pourquoi elle est indispensable. C'est en effet cette capacité, et la possession d'un minimum de relations potentiellement utiles qui sélectionnent les candidats à la migration. En ce sens, la phase qui précède la migration peut-être comprise comme une initiation au monde des réseaux.

Le marché noir ne s'exposant pas au grand jour, il est nécessaire, pour les individus qui souhaitent partir, de faire appel à des personnes de leur entourage afin d'entrer en contact avec les détenteurs du marché de la migration. Mais ces derniers ne sont pas organisés collectivement, comme on l'a dit, il s'agit indifféremment de fonctionnaires pouvant avoir une influence sur les procédures administratives, d'anciens migrants qui ont conservé des relations utiles en Roumanie ou à l'étranger ou de toute autre personne dont l'activité peut, d'une façon ou d'une autre, faciliter les départs de compatriotes. La démarche qui consiste à prendre contact et à mener des transactions dans ce milieu est particulièrement risquée. Etant donné qu'il n'existe pas d'organisation, même maffieuse, à laquelle se référer, chaque futur migrant doit trouver ses propres intermédiaires, en fonction de son réseau initial de relations. A moins qu'il n'ait des proches directement impliqués dans ces trafics, il est susceptible de se faire voler lors de ces négociations. Il est donc préférable de passer par des personnes qui présentent un minimum de garanties.

Commence alors un véritable travail de mobilisation de son capital social. On recherche, dans l'ensemble des individus de son cercle de connaissances, lesquels sont à même d'apporter une aide directe ou pourraient être connectés au milieu de la migration. Le

candidat au départ essaie ainsi d'utiliser ses contacts pour assurer ses tentatives et lever une part d'incertitude. Le fait qu'il s'agisse de procédures établies dans un contexte totalement informel renverse, en quelque sorte, les hiérarchies habituelles. Ce ne sont pas les individus qui ont les meilleurs soutiens dans l'administration d'Etat, qui sont les plus favorisés ici, mais plutôt ceux qui ont l'habitude de naviguer dans des milieux marginalisés, où les relations personnelles comptent plus que toute autre règle. Les petits trafiquants, qui sont impliqués dans de multiples transactions illicites, utilisent les relations qu'ils ont établies lors de précédentes « affaires » pour obtenir des services dans le cadre de la migration. En effet, il est rare qu'un intermédiaire ne touche pas à plusieurs domaines : une personne qui peut obtenir un faux passeport est souvent également impliquée dans la vente de téléphones portables ou le trafic de pièces automobiles. Il est donc fréquent que les candidats au départ aient eu des contacts préalables avec ce que certains de mes informateurs nommaient la « micro-maffia » locale. Mais une négociation antérieure qui s'est bien déroulée, ne garantit pas que la suivante se présente aussi bien. C'est pourquoi les futurs migrants ont intérêt à privilégier le soutien de la part de personnes qui leur sont proches, c'est-à-dire avec lesquelles ils sont liés par des liens plus forts que ceux mis en oeuvre dans une transaction purement instrumentale. Il est certain que les relations familiales, par exemple, donnent plus souvent lieu à des soutiens efficaces que ceux qui sont négociés entre des individus qui se connaissent à peine.

Cela explique que, bien que beaucoup de candidats au départ aient connaissance du « catalogue » des destinations envisageables et puissent trouver des intermédiaires pour se rendre sur des pôles migratoires différents, ils s'orientent, en dernier recours, presque toujours vers le réseau dans lequel ils ont le plus de relations. Cela ne veut pas dire qu'ils ne prospectent pas dans d'autres directions, mais les facteurs qui concourent à reproduire un modèle sont en général plus nombreux que ceux qui incitent à saisir de nouvelles opportunités. La migration clandestine étant incertaine, il est rare que les nouveaux migrants accumulent les risques d'échec en innovant s'ils ont la possibilité de faire autrement. Même lorsque les liens avec d'autres migrants sont faibles, ou s'ils ne reposent que sur la recommandation de connaissances communes, il est toujours plus confortable de se rendre dans un lieu où l'on a un contact. De la même façon, s'ils ont plusieurs possibilités, c'est finalement aux personnes dont ils sont les plus proches que les candidats au départ s'adressent.

Les intermédiaires les plus efficaces dans la préparation d'un départ sont, bien entendu, les migrants de retour chez eux. Leur expérience et la connaissance qu'ils ont du milieu de la migration, en Roumanie comme à l'étranger, sont les meilleurs soutiens dont puisse bénéficier un candidat au départ. Cependant, les migrants, qui jouissent chez eux de certains privilèges, ne sont pas enclins à aider de nouveaux camarades. Leur soutien se distribue au cas par cas et il est nécessaire que le candidat justifie de liens spécifiques –être le parent ou l'ami d'un ami- pour être assisté dans ses démarches. Seule une minorité d'individus peut donc profiter directement des savoirs et du savoir-faire accumulés par d'autres dans la migration. Chichement distribué, ce soutien émanant de la part d'un migrant expérimenté est pourtant particulièrement précieux.

L'analyse faite par Espinoza et Massey (Espinoza et Massey, 1997) selon laquelle la qualité –plus que la quantité- du capital social est un facteur déterminant de la réussite de la migration est tout à fait confirmée par l'observation des expériences des migrants roumains. Lorsqu'une personne va rejoindre un conjoint ou un frère dont le départ est antérieur, il est rare qu'elle se trouve confrontée à une situation critique qui mette en péril son voyage. Lors de la préparation de son départ, en Roumanie, il est probable que le migrant dont elle est proche, qui a déjà vécu cette expérience, lui indique à qui s'adresser ou la recommande auprès d'anciens camarades de migration qui lui apporteront une aide efficace. A Londres, lors de mon enquête, certains migrants avaient même réussi à obtenir de faux passeports européens

qu'ils avaient fait parvenir à leurs proches restés en Roumanie afin qu'ils puissent, sans difficultés, passer de France en Grande-Bretagne lors de leur voyage. De plus, ces personnes obtiennent en général, dès leur arrivée, un logement qu'elles peuvent conserver (et non pas une couche en attendant de trouver mieux) ; souvent un emploi est également prévu pour elles et leur interlocuteur peut leur venir en aide pour tous les petits détails de la vie quotidienne, ce qui lui évite une période de transition difficile. Ainsi, avoir des liens forts avec des migrants à l'étranger peut compenser le manque de relations utiles en Roumanie.

En revanche, lorsqu'une personne n'a que de vagues liaisons avec le milieu de la migration, ses préparatifs sont plus longs et plus difficiles. En Roumanie, j'ai souvent rencontré des personnes qui auraient aimé partir travailler à l'étranger mais ne mettaient pas leur projet en œuvre à cause du manque de soutien. Elles expliquaient alors qu'elles étaient trop éloignées de la « micro-mafia » locale, détentrice du marché de la migration. Pour quelqu'un de totalement étranger à ce milieu en Roumanie et qui, en plus, ne connaît pas de migrant, envisager un départ relève de l'aventure. De la même façon, l'absence de soutien explique beaucoup d'échecs : il arrive parfois que des migrants rentrent chez eux après peu de temps sans pouvoir rembourser leurs dettes. Dans la majorité des cas, il s'agit de personnes qui n'ont pas bénéficié de soutien suffisant lors de leur migration par manque de relations utiles.

Pouvoir mobiliser un réseau de relations personnelles apparaît donc indispensable à la réussite du départ. Les observations font apparaître, avant même le premier départ, dans le pays d'origine, la forme sociale qui organise la migration clandestine. Dès la phase de préparation, les nouveaux migrants s'immiscent dans des réseaux sociaux constitués autour de la migration. Afin d'être acceptés dans ces cercles de relations, ils mobilisent des liens qui, jusqu'alors, étaient latents ou actifs dans d'autres domaines (Bourdieu, 1980). Les informations et les soutiens se distribuent alors aux futurs migrants à travers des processus de cooptation. Pour reprendre le vocabulaire de l'analyse des réseaux, l'activité des candidats au départ consiste bien à capter des ressources utiles à la migration contenues dans des relations latentes (Degenne et Forsé, 1994).

2.2. *ENTRER DANS LE MONDE SOCIAL DE LA MIGRATION*

S'il est certain que, dès les préparatifs du départ, la migration est associée à des liens réticulaires, avant le premier départ, on ne peut toutefois pas parler d'appartenance à un collectif ; les candidats à la migration ne sont pas encore *membres* d'un réseau. Ce n'est que dans la migration que l'on voit véritablement émerger des réseaux migrants. Il convient alors de décrire comment l'expérience migratoire renforce les liaisons faibles et, même, crée du lien social à travers les situations qu'elle engendre.

LES ESPACES DE CREATION DU LIEN

Lorsqu'un nouveau migrant rejoint, lors de sa migration, un proche qui l'assiste dans toutes ses démarches, on lui attribue, dès son arrivée, une place au sein du groupe des migrants présents dans la ville de destination. L'aide de son partenaire et des amis de celui-ci le conduit naturellement à reproduire l'expérience de ces derniers et à participer aux échanges au sein de ce réseau. Mais il importe de souligner que les liens forts, antérieurs à la situation migratoire, ne constituent pas la seule base des réseaux migrants. Même lorsque des migrants quittent la Roumanie simplement avec une adresse ou même sans contacts personnels mais avec quelques informations glanées dans leur région d'origine, ils sont amenés à côtoyer d'autres Roumains de leur région et à collaborer avec eux. Ces dispositions conduisent l'ensemble des migrants d'un secteur géographique à se rencontrer au cours de leur migration.

Une information facile à obtenir depuis la Roumanie est le **type d'emploi** qu'occupent les migrants à l'étranger. Il n'est, pour cela, pas nécessaire d'être proche du milieu de la migration ; tout le monde à une idée, même vague, de ce que font les migrants de leur région

d'origine à l'étranger. Sachant que ses compatriotes sont embauchés dans un secteur particulier, un nouvel arrivant tentera donc d'entrer dans ce domaine d'embauche, souvent sans chercher ailleurs d'autres opportunités. Cela ne veut pas dire que les migrants n'essaient jamais d'innover, mais ce rôle est plutôt celui des experts ayant une longue expérience migratoire. Les nouveaux venus sont dans une situation précaire, ils doivent trouver à se loger, à travailler clandestinement et apprendre à se débrouiller dans une société qu'ils ne connaissent pas et dont souvent ils ne maîtrisent pas la langue. Ils ont alors tendance à utiliser les informations qu'ils possèdent. Cette tendance renforce les liens au sein du réseau : même les plus solitaires se font employer dans les niches « réservées » aux Roumains, à cette occasion, ils côtoient des compatriotes issus de leur région d'origine qui ont utilisé les mêmes informations ou le soutien d'amis migrants.

Le secteur d'embauche n'est pas le seul lieu de rencontre entre les Roumains d'une même région. Lorsqu'un migrant n'a pas suivi le chemin conventionnel des personnes de sa région d'origine, il peut arriver que ses premiers contacts avec des compatriotes s'établissent par une rencontre fortuite, **dans la rue**. C'est ainsi que des migrants isolés obtiennent quelques informations sur un secteur d'embauche ou sur une possibilité de logement. Mais ces situations ne donnent que rarement lieu à des relations suivies ; elles apparaissent souvent durant le voyage ou bien au début du séjour du migrant à l'étranger, avant que celui-ci ait rejoint son groupe d'appartenance « normal ». D'après les observations, on ne peut obtenir que des soutiens très superficiels dans ces situations ; ce n'est pas, en tout cas, une porte d'entrée efficace pour prendre sa place au sein d'un réseau déjà constitué. En revanche, deux autres espaces servent davantage la constitution de liens entre les migrants. D'une part, les **services sociaux caritatifs** qui sont ouverts aux clandestins sont généralement peu nombreux dans une ville. De ce fait, les migrants qui ont recours, même ponctuellement, à l'aide sociale y rencontrent souvent des compatriotes. A Nice, l'Asile de nuit, ouvert aux personnes sans domicile fixe, abritait parfois les migrants récemment arrivés. Ils pouvaient y séjourner gratuitement une quinzaine de jours avant de trouver un autre logement. Durant cette période, il était fréquent qu'un de leurs compatriotes y fasse également un court séjour. Les migrants quittaient alors souvent cet hébergement ensemble pour trouver à plusieurs une location plus stable. Mais d'autres fois, ce service servait simplement à orienter les nouveaux venus vers d'autres migrants roumains : un usager ou un employé indiquait, à l'occasion, au nouveau où se trouvait le siège du journal qui employait ses compatriotes ou bien donnait l'adresse d'un ancien usager roumain du lieu. Le Fourneau économique, qui distribuait des repas chauds gratuitement, les agences du Secours Catholique ou encore les différents centres d'Accueil de Jour remplissaient le même rôle.

Enfin, l'**hébergement** est un autre domaine qui tend à rassembler les migrants dans une ville. Les stratégies liées au logement sont souvent similaires car, lorsque l'on travaille clandestinement, il n'est pas aisé de trouver à se loger. D'une certaine façon, le logement de clandestins est un secteur économique occupé par un nombre restreint de logeurs, ce qui amène les migrants à occuper les mêmes « niches » d'habitations ; leur fonctionnement est alors assez proche de ce que l'on peut observer dans le domaine de l'emploi. Ainsi logés dans le même lieu, les migrants possédant la même information, sont amenés à établir des contacts entre eux.

C'est lors de ces multiples rencontres que se créent des liens nouveaux. Qu'ils soient étrangers les uns aux autres ou liés par des liens faibles, la situation migratoire tend ainsi à renforcer les connexions entre les migrants. Dans la plupart des cas, les personnes qui se rencontrent et qui sont amenées à vivre côte à côte, sont issues de la même région de départ, souvent de la même ville ; elles vivent une expérience similaire dans la migration ; sont logées sur les mêmes lieux et, en général, pratiquent la même activité salariée. Tous ces points communs conduisent les migrants à multiplier les échanges. Cette proximité conjoncturelle

est renforcée par le fait que le profil social des migrants est relativement homogène. Avant leur départ, ces personnes étaient socialement proches les unes des autres ; cela favorise les interactions et l'apparition de liens entre elles. Il est fréquent, par exemple, qu'au cours des conversations sur leurs lieux de travail à l'étranger, des migrants se rendent compte qu'ils ont des amis communs en Roumanie, ou qu'ils ont fréquenté le même établissement scolaire ou les mêmes lieux de loisirs. Autant de détails qui deviennent le support de ces nouvelles relations. Mais ces liens ne sont pas seulement le fait de la proximité sociale ; ils sont également exploités et entretenus afin de faciliter le quotidien des migrants à l'étranger. C'est cet ensemble de relations sociales mais aussi d'ententes pragmatiques qui constituent la trame des réseaux migrants.

ACQUERIR UN CAPITAL MIGRATOIRE

Ainsi, en multipliant ses participations au réseau d'échanges entre migrants dans le lieu d'arrivée, une personne partie avec quelques indications et peu d'assurance commence à acquérir un capital migratoire, celui-ci étant entendu comme une espèce particulière de capital social qui favorise la mobilité. Il lui devient possible, dès lors, de bénéficier du soutien de migrants qu'elle ne connaît quasiment pas.

Après avoir vécu une expérience aux côtés de pairs, le nouveau venu est accepté dans le milieu social migrant de sa ville d'arrivée. Dans une même région en Occident, la réputation de chacun se fait très vite. Si le nouveau migrant ne trahit pas ses pairs lors de ses premières collaborations, il peut rapidement proposer à d'autres membres du réseau de s'impliquer à leurs côtés. De même, ces derniers n'hésiteront pas à se tourner vers lui s'ils ont besoin d'un partenaire. Celui-ci obtient alors, dans le réseau, une place que les autres membres reconnaissent. A son tour, il peut soutenir d'autres migrants et favoriser l'entrée de nouveaux membres au sein du réseau. Mais le capital social ainsi acquis au cours des premiers mois de migration s'étend au-delà de la portion de réseau de la ville d'arrivée. Lorsque la population d'une région de Roumanie migre vers différents pôles migratoires, les membres d'un réseau peuvent escompter le soutien de migrants qui se trouvent sur d'autres sites. Cela est apparu explicitement lorsque Nice a perdu de son attrait et qu'une partie des migrants de Târgoviste s'est repliée sur la région de Milan. Si certains migrants de Nice connaissaient personnellement des pairs en Italie, d'autres n'ont bénéficié que de la recommandation de compatriotes rencontrés en France. Le lien qui s'est tissé dans la situation migratoire niçoise a alors suffi pour obtenir l'aide de migrants inconnus. Il ne s'agit pas d'un atout qu'acquière uniformément tous les membres d'un réseau ; ces soutiens s'opèrent sur la base de liens inter-individuels. C'est parce que X a habité plusieurs mois avec Y que ce dernier peut le recommander auprès de son cousin qui vit à Milan. Celui-ci n'assistera pas « l'invité » dans toutes ces démarches, mais il pourra l'héberger durant quelques semaines. Ce soutien, même s'il reste distant, aidera le nouveau venu à connaître le réseau des migrants roumains installés sur place et facilitera son insertion dans la ville d'arrivée.

Ainsi, plus un migrant connaît de personnes impliquées dans la migration, plus son capital migratoire augmente. S'il s'est déjà rendu sur plusieurs pôles, ses relations sont très nombreuses et il peut sans difficultés participer à plusieurs sous-réseaux locaux. De cette façon, si au départ il n'est pas aisé de faire sa place dans la société migrante, par la suite, le fait d'être membre d'un réseau constitue une sorte de carte de visite que l'on peut faire valoir auprès d'autres membres. Cette ressource varie pourtant selon le niveau d'intégration de chaque membre. Plus un migrant est expérimenté et connu de ses pairs, plus il peut mobiliser ces derniers (mais, paradoxalement, moins il en a besoin). En ce sens, le volume du capital migratoire de chaque individu varie directement avec l'extension et la diversification des liens qu'il peut mobiliser dans le réseau total migrant.

2.3. CARRIERES ET EXCLUSIONS AU SEIN DES RESEAUX

Par définition même, le réseau est une organisation sociale souple, qui n'enferme pas les individus dans un statut définitif. A.Colonomos mentionne à ce sujet l'horizontalité des rapports sociaux à l'œuvre dans ces configurations sociales ; cependant, il observe également que l'égalité des positions n'élimine pas les relations de pouvoir entre les individus (Colonomos, 1995 : 23-24). Autrement dit, l'absence de hiérarchie verticale ne signifie pas que tous les membres du réseau jouent le même rôle, ou occupent un statut identique (Goldring, 1997). Décrire les différentes positions existant au sein du réseau permet de comprendre comment les sujets passent d'une position à une autre, en fonction de leurs interactions avec les autres membres.

Le statut d'un migrant dans son réseau dépend en partie de son expérience. Au cours de celle-ci, un sujet peut rencontrer trois phases : dans un premier temps, il est très dépendant de ses relations et ne peut fournir qu'une aide limitée. De plus, il n'a pas encore eu l'occasion de rencontrer beaucoup de pairs, de ce fait il est assez isolé. Il occupe donc une position relativement marginale dans le réseau. C'est ensuite en cumulant les expériences et en développant son réseau relationnel qu'il enrichit ses compétences migrantes. Agissant seul ou avec d'autres partenaires, le migrant se défait de sa tutelle et devient autonome. Cela correspond à la position de la majorité des individus : chaque sujet possède son propre sous-réseau parmi l'ensemble des migrants de sa région et est capable de « se débrouiller ». La plupart des membres du réseau de sa zone d'arrivée l'ont déjà rencontré ou ont connaissance de sa présence. Il est un membre à part entière du réseau. Enfin, certains individus, après une longue expérience, deviennent des experts. Toutefois, la position du migrant n'est pas seulement le fait de son expérience ; certains migrants peuvent avoir beaucoup voyagé, bien connaître la migration et disposer d'un fort capital migratoire, sans pourtant devenir des figures centrales du réseau. De la même façon, cette progression d'un statut à un autre n'est pas forcément linéaire : un migrant peut rejoindre un proche en migration et rester très longtemps dépendant de son soutien. Il apparaît donc que la position, ou le statut, des individus dans le réseau est également fortement corrélée à leur attitude face à leurs pairs. Devenir central ou rester marginal est fonction de l'investissement des sujets dans le réseau et de la spécificité de ce qu'ils ont à offrir.

En effet, un migrant dont la position est centrale peut mettre ses ressources au service d'un débutant et faciliter ainsi grandement sa migration. D'une façon plus générale, lorsqu'un migrant possède une ressource rare, c'est lui qui décide, pendant un temps tout au moins, dans quels cercles ou à quelles personnes sa ressource sera divulguée. Il possède donc une forte ascendance sur les autres. Dès lors, sa notoriété elle-même enrichit son capital migratoire : sa position et les services qu'il peut fournir en échange lui permettent, en effet, d'obtenir la collaboration ou le soutien de personnes très éloignées. Toutefois, avec le temps, s'il ne renouvelle par ses atouts, son pouvoir tend à décroître du fait même de la diffusion de son savoir dans des milieux de plus en plus larges.

Ainsi, la position de chaque membre est également sujette à évolution en fonction de l'attitude du migrant à l'égard de ses pairs. Un individu peut occuper différentes positions au cours de sa carrière dans le réseau. Il arrive notamment que des personnes qui se tiennent à l'écart du réseau durant plusieurs mois, n'entretenant que des relations distantes avec ses membres, se rapprochent à un moment donné des activités du groupe. De la même façon, une personne qui a participé, pendant un certain temps, aux activités du réseau peut choisir d'en sortir ou en être exclue.

La mise à l'écart intervient généralement lorsqu'un migrant s'est éloigné du code de conduite implicite dicté par le réseau. Il n'est jamais dit ouvertement qu'il existe des règles à respecter, cependant le réseau est capable d'éloigner les individus qui menacent sa cohésion.

Cela se produit notamment lorsqu'une personne profite de ses relations au sein du groupe mais ne donne rien en échange. Il se peut, par exemple, qu'un migrant utilise les connaissances de ses pairs pour trouver un job à Londres et que, par la suite, il n'informe pas ses compagnons d'une nouvelle opportunité qu'il a découverte. A l'avenir, ses compatriotes hésiteront à le soutenir lorsqu'il en fera la demande. Il arrive en outre que des membres du réseau soient exclus parce qu'ils se comportent de façon déloyale envers certains de leurs pairs. La sanction alors ne se fait pas attendre : les personnes spoliées font connaître leur mésaventure autour d'elles de façon à ce que tous les migrants sachent que l'on ne peut pas faire confiance aux renégats. Cela peut arriver lorsque des migrants font des affaires ensemble et que l'un d'entre eux profite sciemment de la crédulité de ses comparses. Ces situations sont également courantes dans les ententes qui caractérisent la vie quotidienne des migrants : dans une collocation, un des membres peut refuser de payer son loyer, ce qui met en péril le logement de tous, ou bien un migrant de retour à qui l'on a confié des présents pour sa famille peut conserver le colis, etc. L'informalité des échanges multiplie les occasions d'escroquer ses associés. C'est pourquoi la cooptation tient une place si importante ; avant de conclure un arrangement, les migrants se renseignent sur la fiabilité de leurs partenaires. Ainsi, informer ses pairs de la trahison d'un compatriote revient à le mettre à l'écart du réseau car personne ne prendra plus le risque de s'associer à une personne indigne de la confiance qui lui a été attribuée.

Il existe des conduites répréhensibles d'un autre type : sans spolier ses partenaires, un migrant peut porter préjudice à l'ensemble du groupe par son attitude. Cela apparaît lorsque « l'image de marque » de la totalité du réseau est remise en question par l'un de ses membres. C'est alors la stratégie collective du réseau qui peut être mise à mal dans ces situations : lorsqu'un migrant se comporte de façon incorrecte face à un employeur, cela risque d'avoir des conséquences pour l'ensemble des Roumains employés dans la même entreprise. Ce type d'attitude incite une réaction de la part des pairs en vue de rétablir la situation. Celle-ci apparaît d'autant plus que les employeurs sont peu nombreux sur un site migratoire. Ainsi, à Londres, si un migrant manque de respect au patron du restaurant dans lequel il est plongeur, les autres se sentiront peu concernés car celui-ci n'a pas de lien avec la multitude de petits patrons qui embauchent des Roumains. En revanche, lorsqu'un vendeur de journaux niçois n'avait pas une attitude respectable sur son lieu de travail ou envers le responsable de la diffusion, la conséquence pouvait être grave pour l'ensemble des migrants dans la mesure où cet employeur était quasiment le seul à leur proposer un emploi à temps plein. Dans ce genre de situations, c'est le groupe qui fait pression sur l'individu déviant pour qu'il conserve une certaine éthique, afin de maintenir sa position auprès de l'employeur. Le procédé est le même concernant les « niches » de logement. Le groupe incite à opter pour un comportement valorisant, dont chacun peut se réclamer. Face à une attitude déviante, le réseau n'a pas le pouvoir de chasser concrètement un migrant qui ne se conforme pas à la règle mais, d'une part on ne lui apporte plus d'aide, d'autre part on dit explicitement autour de soi et en particulier à ses interlocuteurs autochtones que ce migrant ne fait pas partie du même groupe, que « ce n'est pas quelqu'un de bien »³. Même s'il conserve des liens avec certains membres dont il est proche, celui-ci ne peut plus bénéficier alors des acquis du réseau.

Plus généralement, à l'étranger, les petits voleurs ou les trafiquants notoires (de pièces de voiture, téléphones, vêtements, etc.) sont stigmatisés par l'ensemble du groupe. Les autres migrants savent, car la réputation est aussi rapide en ce sens, que tel individu est impliqué dans des activités fortement répréhensibles. Il est difficile d'estimer la composante morale qui induit la réaction de rejet de leurs pairs, si toutefois elle existe ; en revanche l'aspect pratique est évident. Ces délinquants sont particulièrement dangereux pour leur pairs dans la mesure

³ Expression entendue à maintes reprises pour qualifier les déviants, mauvais travailleurs, petits voleurs, etc.

où, au-delà de l'image négative qu'ils diffusent des migrants roumains, ils sont susceptibles d'attirer l'attention de la police. Pour un migrant clandestin, fréquenter ces personnes sans profiter de leurs trafics, revient à mettre en péril sa propre situation. Car si les étrangers travailleurs clandestins bénéficient souvent de la tolérance des autorités, le plus petit écart de leur part est susceptible de donner lieu à une expulsion. Partager un appartement avec un voleur ou simplement se rendre régulièrement chez lui peut être l'occasion de se faire prendre dans une rafle de police et se voir expulser aussitôt. C'est pourquoi les migrants non délinquants essaient de n'avoir d'échanges qu'avec des personnes sûres, qui ne risquent pas d'attirer de difficultés supplémentaires à la condition de travailleur clandestin.

Ainsi, le réseau est d'une certaine façon fermé à la déviance. Il s'agit de l'aspect contraignant du capital social (Waldinger, 1997) : soit les migrants respectent les normes de comportements habituellement de mise, soit ils sont exclus du système de solidarité auquel ils pourraient appartenir. Ces mises à l'écart expliquent que l'on observe, à la périphérie du réseau, des petits groupes de migrants qui, sans être en totale rupture avec celui-ci, en sont tenus à une certaine distance.

Les sorties volontaires du réseau sont d'une nature différente : c'est pour préserver sa propre ascension sociale que le migrant choisit lui-même de le quitter. Il s'agit d'une réaction face à ce que Portes et Landolt définissent comme l'un des aspects négatifs du capital social (Portes et Landolt, 1996). Cela survient lorsqu'un migrant est parvenu à une situation plus enviable que celle de ses pairs et que, dès lors, l'équilibre entre ce qu'il peut attendre d'eux et ce qu'il peut leur offrir est rompu. Pour se maintenir dans le réseau, il doit alors donner plus que ce dont il a besoin. Ce déséquilibre apparaît notamment lorsqu'un migrant parvient à se faire régulariser à l'étranger. Il devient alors un intermédiaire privilégié dans la mesure où les démarches officielles lui sont ouvertes : il peut louer un appartement en son nom pour des pairs, établir des invitations pour des demandes de visa, prendre des chantiers et y faire travailler ses amis, etc. En revanche, les « combines » des migrants clandestins ne l'intéressent plus, sa situation lui donnant accès aux échanges formels, plus sûrs. On l'a dit, certains font alors commerce de ce pouvoir mais, dans la majorité des cas, changer de situation dans la société d'accueil (car elle devient alors société *d'accueil*) implique de se défaire des obligations envers le réseau. Dès lors, même si ces individus restent liés à leurs amis proches, ils ne constituent plus une ressource pour l'ensemble du réseau.

De leur côté, ces derniers rechignent à laisser « partir » les migrants qui cherchent à se détacher d'eux. Le soutien que peut apporter un migrant régularisé est précieux, ses partenaires tentent donc de conserver leurs liens avec lui le plus longtemps possible. C'est pourquoi, souvent, ces sorties du réseau ne se passent pas sans heurts : ses partenaires considèrent que le migrant parvenu les méprise tandis que ce dernier a l'impression que ses pairs tentent de profiter de lui et l'empêchent de progresser. De ce fait, lorsqu'une personne parvient à prendre de la distance par rapport aux autres migrants, il lui est quasiment impossible de revenir en arrière. Le cas de Dumitru est assez explicite sur ce point : après s'être marié à une française qu'il avait rencontrée sur la Côte d'Azur, il s'est éloigné de ses amis migrants, ne répondant plus à leurs appels. Lorsque ceux-ci lui proposaient de se rencontrer, il n'était jamais disponible et surtout refusait toute collaboration. De retour dans sa ville natale, il a tenté d'entrer en contact avec une migrante, Claudia, pour obtenir des renseignements précis au sujet des procédures de divorces. Celle-ci a fait part à ses amis migrants alors présents en Roumanie de la requête de Dumitru. Tous ceux qui le connaissaient lui déconseillèrent de répondre à sa demande et, comme pour la convaincre, lui remémorèrent l'attitude hautaine qu'il avait eue à leur égard quelque temps auparavant.

On comprend, à travers ces situations, que s'il n'existe pas d'obstacle majeur à l'entrée dans le réseau migrant lors de la phase initiale, en revanche lorsque l'on quitte cette

organisation, ou plus généralement lorsqu'une réputation est faite, il est difficile d'obtenir une nouvelle position dans le réseau. En ce sens, si l'organisation reste souple et hétérogène, elle peut s'avérer définitive dans ces exclusions.

3. CONCLUSION

Ainsi, le réseau migrant ne doit pas être confondu avec une communauté basée sur une origine ethnique ou des croyances communes. Le statut de membre est fortement dépendant de l'attitude des individus et peut évoluer à tout moment. La solidarité doit ici se comprendre non comme une vertu intrinsèque à ces groupes mais comme une forme d'échange de services –de don et de contre-don- qui est ouverte aux seuls membres du réseau mais n'est pas offerte d'emblée à tous ses membres. L'analyse montre que l'ensemble de ces échanges est orchestré par deux notions clef : celle de **confiance** et celle de **réputation**. L'informalité des rapports sociaux au sein de ces organisations impose en effet aux acteurs de s'en remettre à un savoir collectif relatif à chacun des membres du groupe qui est éprouvé et enrichit lors de chaque nouvelle expérience. C'est ce système de relations qui permet de faire circuler les informations, l'argent et les individus dans des espaces sociaux et géographiques non bornés.

Or, c'est également ce type de sociabilité oriente les migrants vers différents pôles migratoires à travers l'Europe. La flexibilité des liens sociaux qui unissent les membres d'un réseau et le peu de contraintes imposées par celui-ci laisse à chacun une certaine liberté d'action et donc la possibilité de mener ses propres expériences. Cette conjugaison d'initiatives individuelles et de mise en commun progressive des ressources fait toute la force des réseaux migrants : elle autorise un enrichissement continu des savoirs et des savoir-faire donnant à ces acteurs les moyens de s'insérer collectivement dans des sociétés dont ils sont légalement exclus. Le réseau est bien, comme l'écrit Waldinger (Waldinger, 1994), la structure à travers laquelle se reproduisent les départs vers un site mais, en étudiant la circulation migratoire, on observe également son rôle fondamental dans les apprentissages relatifs à la mobilité : en côtoyant des pairs plus expérimentés, les nouveaux venus peuvent acquérir rapidement une *compétence migrante* qui les rendra autonomes de façon à participer personnellement au développement de nouvelles activités au sein du réseau. C'est le cumul de ces savoir-faire, perfectionnés par chacun et transposables à des situations migratoires variées qui constitue le principal atout de ces organisations sociales transnationales. Etant donné la fragilité des interstices dans lesquels les migrations de travail se déploient en Occident, les ressources que les réseaux migrants offrent à leurs membres ne consistent pas à renforcer leur position au sein de niches d'emploi sur lesquelles ils n'ont que peu de prise. Ce qui se transmet principalement au sein de ces organisations informelles et fluctuantes, c'est la capacité à se déplacer dans l'espace européen et l'aptitude à se réorienter et à s'adapter à un nouvel environnement. En ce sens, cette organisation informelle contribue à développer la circulation transnationale elle-même.

BIBLIOGRAPHIE :

- Boltanski L. et Chiapello E. -1980, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.
- Bourdieu P., "Le capital social" in *Les actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, n°31janvier, pp.2-3.
- Degenne A., Forsé F.-1994, *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin.
- Duchêne G., Albu L.L, Kim B.Y;-2002, "An attempt to estimate the size of informal economy based on household behaviour modeling" in *Romanian Journal of Economic forecasting*, n°1 2002, pp.17-24.

- Durand M. "Entre territoire et réseaux" in *Le défi migratoire*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993, pp.141-157.
- Ellman M. et Laacher S., Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH), Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), *Les travailleurs migrants en Israël - Une forme contemporaine d'esclavage*, Rapport d'une mission d'enquête, Copenhague, Juin 2003.
- Espinosa K., Massey D.S.- 1997, "Undocumented migration and the quantity and quality of the social capital" in *Sozial Welt. Sonderband*, Baden-Baden, Nomos, vol.12, pp.141-162.
- Fawcett J.T.- 1989, "Networks, linkages, and migration systems" in *International Migration Review*, New-York, vol.23, n°3 fall 1989 n°87, pp.671-680.
- Glick-Schiller N.- 1999, "Transmigrants and Nation-State: Something Old and Something New in the U.S. Immigrant Experience" in Hirshman C., Kasinitz P., De Wind J. (eds) *The Handbook of International Migration*, New York, Russell Sage Foundation, 1999, pp.94-119.
- Goldring L.-1997, "Power and Status in Transnational social spaces" in *Sozial Welt. Sonderband*, Baden-Baden, Normos, vol.12, pp.179-195.
- Granovetter M.-1974, *Getting a job a study of contacts and careers*, Harvard, Harvard University Press.
- Granovetter M.-1973, "The Strength of Weak Ties" in *American Journal of Sociology*, vol.78-6, pp.1360-1380.
- Katuszewski J., OgienR.-1981, *Réseaux d'immigrés. Ethnographie de nulle part*, Paris, Les éditions ouvrières.
- Massey D.S.-1999, "Why Does Immigration occur? A Theoretical Syntesis" in *The Handbook of International Migration. The American Experience*, New York, Russell Sage Foundation, pp.134-52.
- Massey D.S.-1993, "Theories of International Migration: A Review and Appraisal" in *Population and Development Review*, vol.19, n°3, pp.433-461.
- Mitchel J.C.-1969, *Social Networkrs in Urban Situations*, Manchester, Manchester University Press.
- Péraldi M. (dir.)-2002, *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, MMSH.
- Portes A.-2001, "Introduction: the debates and significance of immigrant transnationalism" in *Global Networks*, vol.1, n°3, july 2001.
- Portes A., Landolt R.-1996, "The downside of social capital" in *American Prospect*, vol.7, Issue 26 May1- June1.
- Tarrius A.-2002, "Une forme migratoire autre: réseaux et sociétés de migrants en Méditerranée occidentale" in *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, n°131, décembre 2002, pp.38-47.
- Waldinger R.-1997, "Social capital or social closure?: Immigrant networks in the labor market", Los Angeles, Working Paper Series, Lewis Center for Regional Policy Studies (www.sppsr.ucla.edu/lewis).
- Waldinger R.-1994, "The making of an immigrant niche" in *International Migration Review*, New-York, vol.8, n°1 spring 1994, pp.3-30.
- Fawcett J.T.-1989, "Networks, linkages, and migration systems" in *International Migration Review*, New-York, vol.23, n°3 fall 1989 n°87, pp.671-680.

